

Recherches sociographiques



Louis BALTHAZAR et Alfred O. HERO Jr., *Le Québec dans l'espace américain*

Guy Lachapelle

Volume 42, Number 1, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057419ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057419ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachapelle, G. (2001). Review of [Louis BALTHAZAR et Alfred O. HERO Jr., *Le Québec dans l'espace américain*]. *Recherches sociographiques*, 42(1), 120–124. <https://doi.org/10.7202/057419ar>

comme une société pluriethnique, mais aussi défense du statut majoritaire du Franco-Québécois.

Gérard Bouchard critique sévèrement le modèle d'intégration à la française qu'on dit « républicain » et qui laisse peu de place à l'affirmation d'identités ethniques ou régionales, mais le modèle qu'il propose n'est guère différent et exige autoritarisme et intervention de l'État : le vrai citoyen québécois est celui qui a la capacité de parler le français, celui qui maîtrise suffisamment cette langue pour participer à « la vie de la nation ». Bouchard veut bien s'accommoder de la pluralité ethnique, mais pourvu que soit préservée l'unité de la société et consolidée sa cohésion sociale : il faut donc une langue, un certain nombre de repères communs, un idéal social. Ceux qui s'excluent de la vie francophone québécoise sont les seuls responsables de leur exclusion : ils deviendront des « Québécois marginaux ». Bouchard s'étonne qu'on puisse encore se dire Juif *et* Québécois. « Tous les habitants du Québec sont des Québécois », rétorque-t-il en regrettant la « confusion qui règne encore ». Il faut plutôt regretter que Bouchard ne tienne pas compte de la complexité des relations entre groupes sociaux : on peut bien être en même temps citoyen d'un pays et autre chose.

L'idée que Bouchard se fait d'un Québec idéal est celle d'une société à la fois fortement unie (consensus, cohésion collective) et un peu diversifiée (pluriethnicité). Il est même question de l'idéal d'une nation québécoise comme francophonie pluriethnique. On aura compris que l'horizon que dessine Bouchard pour le Québec est celui de l'indépendance. La solution au problème identitaire est politique : la seule et unique condition de l'élaboration d'une « véritable identité nationale » et d'une « véritable culture nationale » est la constitution d'un État souverain. C'est là, de son point de vue, une « utopie nécessaire ».

Toute utopie ouvre sur des possibles. Pourquoi serait-elle nécessaire ? Qui dit nécessaire dit aussi inéluctable, voire obligatoire, obligé. En d'autres mots, nous n'aurions pas d'autre choix. Peut-être... mais le rôle de l'historien est-il de nous dire ce qui doit advenir ? Lorsqu'on lie étroitement Histoire et Nation, la tentation est grande – et Bouchard n'y échappe pas – de ne donner à l'histoire d'une collectivité qu'un seul sens.

Marcel FOURNIER

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Louis BALTHAZAR et Alfred O. HERO Jr., *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Québec / Amérique, 2000, 374 p.

Cet ouvrage est avant tout le fruit de vingt-cinq années de collaboration et d'amitié entre deux politologues qui se sont intéressés aux relations entre le Québec

et les États-Unis. L'espace américain, qui coiffe le titre de cet essai, se résume, pour l'essentiel, aux liens que les deux auteurs ont tissés avec quelques universitaires étatsuniens qui gravitent autour de l'*American Council for Quebec Studies* (ACQS) et l'*Association of Canadian Studies in the United States* (ACSUS). Si les auteurs déplorent tout au long de leur ouvrage le peu d'intérêt des chercheurs québécois pour les États-Unis, l'inverse est aussi manifeste. Les quelques Étatsuniens qui connaissent et aiment le Québec furent d'abord séduits par la langue française ou par suite de certaines initiatives du gouvernement du Québec. Pour la plupart, ils ont compris que les Québécois sont aussi des Américains, au sens continental, mais qu'ils sont fort différents des Étatsuniens d'abord de par leur francité et leur culture unique.

Les auteurs cherchent tout au long des trois parties de leur ouvrage à identifier les principales composantes qui caractérisent l'axe Québec / États-Unis. Dans la première partie, les auteurs s'attardent à identifier un certain nombre de facteurs historico-économiques qui ont façonné les relations entre le Québec et les États-Unis. Puis, ils dressent un bilan des relations du Québec à la fois sur les plans politique, économique et culturel. Finalement, ils cherchent à expliquer les perceptions américaines du Québec et comment la lunette canadienne ou anglo-saxonne domine trop souvent les diverses analyses académiques.

D'entrée de jeu, les auteurs affirment que l'identité nord-américaine du Québec se décline en deux temps. Les Québécois « revendiquent la reconnaissance de leur caractère distinct à l'intérieur d'un Canada qui se pose lui-même comme société distincte par rapport aux États-Unis » (p. 41). Conséquemment, et telle est l'hypothèse centrale de cet ouvrage, « on ne saurait donc concevoir la relation du Québec avec son voisin du sud sans tenir compte de la structure canadienne » (p. 41). Si les faits peuvent donner raison aux auteurs, il nous semble toutefois que c'est à partir du moment où le Québec a commencé à se doter d'une politique américaine différente de celle du reste du Canada qu'il a su le mieux donner l'heure juste à nos voisins étatsuniens. D'ailleurs, le Québec a montré à plus d'une occasion que sa relation avec les États-Unis et les Amériques était fort différente de celle d'un Canada forgé à l'aune de la Révolution américaine (p. 43).

Les Québécois et leur gouvernement ont choisi l'axe nord-sud afin de s'affranchir du « coast to coast » *canadian* pour plusieurs raisons. D'abord, parce que le Canada a rejeté l'idée du Québec comme nation ou société distincte. Les Québécois se sont carrément moulés à l'idée d'établir un lien durable entre la baie d'Ungava et la Terre de feu. Mais les Québécois demeurent hésitants à accepter complètement l'osmose avec les États-Unis, non pas par peur d'américanisation, mais bien plus par crainte de voir les Étatsuniens rejeter les Québécois à partir du même type d'incompréhensions qui domine la politique canadienne à l'endroit du Québec. Selon les auteurs, s'il y a ambivalence chez les Québécois, c'est parce que certaines affinités, souvent plus émotives que rationnelles, persistent à l'égard du Canada. Pour d'autres, le Canada n'est qu'une bouée de sauvetage sans laquelle le Québec ne pourrait contrer un certain libéralisme américain et préserver sa culture, ses programmes sociaux et de santé. Certains Québécois préfèrent d'ailleurs la canadianisation (aperçue comme moins dangereuse) à l'américanisation (perçue comme menaçante) même si de plus en plus de Québécois optent carrément pour

l'américanité du Québec, c'est-à-dire de participer pleinement au développement d'une culture des Amériques. Comme le notent les auteurs, l'appui des élites québécoises à cette américanité s'est traduite autant chez un Robert Bourassa que chez un René Lévesque par « une attitude plus accueillante » (p. 50) que celle du gouvernement fédéral envers les États-Unis.

Toutefois, l'affirmation nord-américaine du Québec a également eu un effet non négligeable sur le Canada. Comme le soulignent pertinemment les auteurs, « on se saurait donc analyser correctement les relations entre le Québec et les États-Unis sans tenir compte constamment des répercussions de ces relations dans les rapports entre le Québec et reste du Canada » (p. 61), en particulier depuis le référendum québécois de 1995. Le Canada par la mise en bouche d'un nouveau « nationalisme canadien » continue de nier l'existence du peuple québécois. Dans la même veine, les Canadiens ont adopté à la fin des années soixante le multiculturalisme pour miner un Canada binational en devenir et ainsi rejeter l'idée d'un statut particulier pour le Québec. Les Canadiens se sont même faits « Américains pour mieux combattre les Américains » (p. 53) en adoptant en 1982 une charte des droits et libertés à l'image du *Bill of Rights*. Puis récemment, ils cherchent à remodeler le fédéralisme canadien en tentant de limiter les pouvoirs des provinces et de l'Assemblée nationale du Québec par des ententes comme celle sur l'Union sociale ou par des artifices juridiques comme la *Loi sur la clarté référendaire*.

C'est dans ce contexte que les auteurs abordent dans la deuxième partie les relations politiques, économiques et culturelles du Québec avec les États-Unis. Tout d'abord, sur le plan politique on ne peut nier que le Québec a élaboré depuis quarante ans une politique américaine relativement articulée. Selon les auteurs, c'est sous la gouverne du Parti québécois entre 1976 et 1985 que l'offensive économique aux États-Unis a été la plus manifeste. Par la suite, les gouvernements libéraux n'ont fait que sauter dans un train en marche (p. 77). Toutefois, selon Balthazar et Hero, le gouvernement du Québec devrait désormais axer ses interventions étatsuniennes en cherchant à bien faire comprendre la position du Québec dans la fédération canadienne plutôt que de démontrer la faillite du fédéralisme canadien ou de faire la promotion de la souveraineté (p. 79). Selon les auteurs, il importe avant tout de bien faire connaître le Québec aux Américains. Nous divergeons ici d'opinion car nous croyons qu'il appartient aux élus du Québec, autant libéraux que péquistes, de dénoncer les actions du gouvernement du Canada cherchant à limiter la présence québécoise aux tables de discussion nord-américaines et à Washington. Le gouvernement du Québec ne peut ignorer certaines interventions de membres influents du congrès, surtout qu'à Washington on envisage de manière pragmatique l'hypothèse d'un Québec souverain. Les auteurs arrivent d'ailleurs à la conclusion : « Ni souhaitable, ni dénuée de problèmes, la souveraineté du Québec ne serait sans doute pas une catastrophe pour Washington » (p. 109).

Les relations économiques du Québec avec les États-Unis ont elles aussi subi un changement de cap important depuis la signature de l'Accord de libre-échange (ALÉ). Le commerce avec les États-Unis, et en particulier celui des produits à forte valeur ajoutée, a permis au Québec d'avoir une balance commerciale excédentaire. Les auteurs demeurent malgré tout prudents quant à l'avenir du commerce avec

notre voisin américain puisqu'ils constatent que les investissements américains au Québec demeurent proportionnellement en deçà de ceux au Canada. Mais à notre avis, il faut bien comprendre que le modèle économique québécois est différent de celui de l'Ontario qui est un *branch plan* des États-Unis. De plus, la plupart des données présentées tournent autour de 1997, ce qui peut expliquer en partie une certaine morosité dans les interprétations des auteurs. Depuis, le Québec a atteint l'équilibre budgétaire et Montréal connaît un renouveau économique appréciable. Montréal a l'un de ses plus faibles taux de chômage depuis quarante ans et de nombreux sièges sociaux sont revenus de Toronto vers Montréal. On observe également une croissance notoire du capital de risque au Québec (Caisse de dépôt, Fonds de solidarité, etc.) et plus d'optimisme des milieux d'affaires. Mais dans le secteur économique rien n'est jamais gagné et des efforts importants devront continuer d'être déployés pour diversifier les échanges commerciaux du Québec. Les auteurs en concentrant leur analyse aux liens du Québec avec les États-Unis ont d'ailleurs occulté le fait que la politique étrangère québécoise s'est également développée au lendemain de l'ALÉNA vers l'ensemble des Amériques. Les missions économiques du gouvernement du Québec au Mexique, en Argentine et au Chili témoignent de ces efforts afin d'accroître le commerce avec les Amériques. L'américanité du Québec se définit aussi par nos liens avec les pays latino-américains, et pas seulement avec les États-Unis.

Sur le plan culturel, il est certain que les Québécois ont accepté depuis longtemps leur américanité. Elle se manifeste dans la vie quotidienne. On la retrouve aussi dans la littérature et le théâtre. Mais les auteurs, tout en affirmant que l'américanisation du Québec peut avoir certains avantages, affirment qu'il faut prévoir « que le Québec sera de plus en plus américain et que le maintien de son identité francophone sera sérieusement menacé par un certain nivellement continental » (p. 209). Ce diagnostic n'est pas nouveau et a été annoncé par les élites québécoises depuis au moins deux siècles. Nous sommes d'ailleurs d'opinion que les Québécois ont toujours vécu à l'aune de la culture étatsunienne, ce qui ne les a pas empêchés de développer leur propre identité. Les États-Unis évoluent eux aussi en fonction de nouvelles réalités sociales, l'hispanité de certaines régions américaines est devenue un fait. En réalité, nous serions curieux de connaître les indicateurs de ce « nivellement continental » dont parlent les auteurs mais plus encore son *modus operandi*. Il existe tant au Québec qu'aux États-Unis des cultures d'élite et populaire qui s'entrechoquent et qui ont des visions différentes de l'Amérique. Il y a les Québécois et les Étatsuniens qui écoutent depuis des décennies l'opéra du Metropolitan de New York tout en mangeant du MacDonald à l'occasion ! Le Québec puise lui aussi à toutes les cultures. Nous sommes d'ailleurs profondément convaincu, comme Louis Balthazar et Alfred Hero, que les Québécois « continuent de redouter davantage l'étreinte culturelle de la "nation canadienne" que l'influence culturelle américaine » (p. 208) puisque la première nie l'existence de l'existence de l'identité québécoise alors que le Québec sait qu'il peut offrir aux Américains un produit culturel original (Cirque du Soleil, etc.).

Dans la troisième partie de l'ouvrage, les auteurs analysent les perceptions des Étatsuniens à l'égard du Québec. Selon eux, les Étatsuniens considèrent les Québécois francophones comme « une minorité ethnique comparable à toutes les

communautés américaines issues de l'immigration » (p. 214). C'est pourquoi ils ont beaucoup de difficulté à comprendre le mouvement souverainiste québécois. De plus, comme peu d'entre eux parlent français, et que leur information sur le Québec provient surtout de canaux anglo-canadiens (p. 217), ils ont souvent une vue tronquée de la réalité québécoise. Les auteurs sont malgré tout optimistes et ils notent un certain changement dans les analyses des décideurs américains. Les milieux financiers connaissent bien la situation économique et budgétaire du Québec. La classe politique, et en particulier ceux et celles qui ont des contacts fréquents avec des parlementaires québécois, ont compris que les Québécois avaient choisi de participer pleinement aux défis des Amériques et que, s'ils optaient un jour pour la souveraineté, le lien américain ne serait pas remis en question. Finalement, si dans les cercles universitaires le Québec devient de plus en plus l'objet d'études comparatives, il faudra malgré tout plus d'ouvrages sur le Québec écrits par des Québécois et diffusés aux États-Unis.

En conclusion, on peut affirmer comme les auteurs que vivre dans les Amériques représente pour les Québécois un défi de tous les jours, une expérience « à la fois fascinante, inquiétante et périlleuse » (p. 363). L'ouvrage de Balthazar et Hero en témoigne éloquemment. Les Québécois ont suivi un long parcours depuis cette Amérique française dont rêvaient certains ecclésiastiques. De nombreux Québécois ont sillonné les États-Unis et les Amériques sans crainte de prendre leur âme au creuset du libéralisme économique. L'ouverture des Québécois ne se conjugue plus uniquement sur le mode étatsunien. Une nouvelle trinité est née : américanité, libre-échange et souveraineté. Le véritable défi des Québécois sera de faire coïncider toutes ces aspirations.

Guy LACHAPELLE

*Département de science politique,
Université Concordia.*

Joseph Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Les Éditions de l'Acadie, 1999, 578 p.

Le Canada français, en dehors du Québec, a éclaté en entités régionales donnant l'impression de confettis de tailles variables éparpillés sur le territoire. Ce concept de Canada français qui avait pris corps au XIX^e siècle à partir d'un réseau institutionnel, n'a pas résisté à l'émergence du nationalisme québécois et, après 1960, la substitution du terme québécois à l'appellation Canadienne française impose une redéfinition des autres noyaux francophones du pays et de leur rapport à la francophonie. Ces changements ont été analysés par de nombreux auteurs et il suffit de rappeler les textes, parmi d'autres, de Fernand DUMONT, le numéro spécial de la revue *Recherches sociographiques* (2-3, 1998) : *Québec et Canada, deux références conflictuelles*, ou le colloque international organisé à la Maison des Sciences de